



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018



Interview croisée de Marie-Noëlle Reboulet, présidente, et de Laurence Tommasino, déléguée générale du Geres

La solidarité climatique en action, notre défi pour demain !

2018 aura été une année charnière pour le Geres avec plusieurs chantiers stratégiques menés de front. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Dans les années antérieures, le Geres a connu une phase de croissance rapide. Il a alors fait un effort majeur d'organisation interne qui s'est traduit par la structuration des services supports, la mise en place de quatre régions géographiques et la création d'une unité d'expertise. Plus récemment, nous avons tout mis en œuvre pour retrouver une assise financière plus adaptée à la taille de notre association. En 2018, dans la suite logique de ces actions de consolidation, nous avons engagé différents chantiers stratégiques portant sur le fond de notre intervention. Objectif : mieux appréhender l'environnement global dans lequel nous intervenons avec ses opportunités et ses contraintes, rendre

plus explicites nos métiers, mieux cerner leurs champs d'application, renforcer nos approches transversales dans une perspective de qualité, de pérennité et de passage à l'échelle de nos actions. Ce travail de fond nous a également permis de nous interroger sur la cohérence de nos actions avec notre projet associatif, mais aussi sur le sens de notre engagement et de celui de nos membres, de nos équipes et de nos partenaires. Engagés dans cette réflexion collective, le conseil d'administration et le personnel de tous les pays ont ainsi contribué à reformuler le projet associatif du Geres et à définir le cadre stratégique de sa mise en œuvre. En parallèle, nous avons aussi procédé à un diagnostic de notre communication qui débouchera sur la mise en œuvre d'un plan d'actions ambitieux pour répondre aux défis que nous nous sommes fixés pour les années à venir.

Pourquoi le Geres doit-il se transformer ?

L'environnement du Geres évolue rapidement. Les sujets sur lesquels nous étions pionniers hier sont devenus aujourd'hui des questions de société. Lutter contre les changements climatiques et les inégalités sont deux défis majeurs à relever dont l'évidence n'est plus discutable.

“ Agir avec les partenaires locaux, favoriser une mutualisation des savoir-faire et permettre aux plus vulnérables d’être acteurs de la transition énergétique donnent du sens et de l’efficacité à nos actions. Ce sont les conditions indispensables pour des résultats et des impacts durables.

**Laurence Tommasino
et Marie-Noëlle Reboulet**

Dans ce contexte, le Geres doit lui aussi évoluer. Il lui faut se faire davantage connaître et partager les solutions développées et les expériences acquises, trouver les leviers du passage à l’échelle de certaines de ses actions afin qu’un plus grand nombre puisse en bénéficier, car les solutions concrètes existent ! L’enjeu principal pour demain, c’est l’adoption de nouvelles pratiques et de solutions visant à favoriser la mise en œuvre d’une transition énergétique juste et ambitieuse. Dans cette perspective, le Geres a un vrai rôle à jouer. Compte tenu de son histoire, il porte avec conviction un message de Solidarité climatique qui se veut mobilisateur au service d’un changement sociétal fort, dans lequel chacun et chacune - associations, citoyen-nes, décideurs politiques ou entreprises - aura à cœur d’agir à son niveau pour réduire son empreinte carbone et d’apporter son soutien aux actions entreprises par les plus vulnérables. Enfin, dans un contexte d’aide internationale en pleine évolution, il est primordial pour le Geres de mettre en place des synergies avec ses pairs (notamment au sein du Groupe Initiatives), de développer des stratégies partenariales avec les acteurs locaux et d’initier de nouvelles collaborations avec le secteur privé.

Quelles sont les grandes lignes du cadre stratégique qui se dessine pour les prochaines années ?

La réflexion stratégique engagée en 2018 conduit le Geres à poser explicitement la Solidarité climatique comme étant la cause à défendre à travers une transition énergétique ambitieuse et juste, principal levier pour lutter à la fois contre les changements climatiques et les inégalités grandissantes. Concrètement, cette ambition passe par le déploiement de so-

lutions et de services énergétiques adaptés, l’accompagnement dans la mise en œuvre des politiques climat-énergie sur le plan local et national et la nécessité d’encourager une mobilisation citoyenne forte pour la Solidarité climatique à travers deux points d’entrée : “agir et soutenir”. En parallèle, le Geres souhaite renforcer son ancrage géographique historique en France, tout en poursuivant ses interventions à la fois en Europe, en Afrique et en Asie. Une attention particulière sera portée au transfert de compétences et au partage d’expériences entre les équipes et avec les différentes parties prenantes de nos actions. Ainsi, chacun des territoires sur lesquels nous intervenons disposera d’un ensemble de solutions complémentaires permettant de répondre aux enjeux de maîtrise de la demande en énergie (efficacité et sobriété), d’accès à l’énergie pour tous et de déploiement des énergies renouvelables.

La mobilisation citoyenne devient un enjeu fort pour le Geres. Quelles sont selon vous les conditions de réussite du changement sociétal auquel vous souhaitez contribuer ?

Notre ambition est de continuer à sensibiliser le plus largement possible sur les changements climatiques et leurs effets en nous attachant à montrer en quoi cela est source d’inégalités. Dans cette perspective, nous nous attachons à expliquer et illustrer comment certains ont suivi et suivent des trajectoires de développement qui les positionnent déjà ou les acheminent au-delà du plafond écologique¹, tandis que d’autres sont confrontés à un accès limité à l’énergie ou sont directement impactés par les changements climatiques et se retrouvent de fait sous le plancher social². Nous montrerons qu’il est possible d’agir pour atteindre cet espace idéal entre plancher social et plafond écologique, entre conditions de vie décentes et protection des ressources naturelles. Pour toutes et tous, associations, citoyen-ne-s consommateur-ice-s, il est temps de se mettre en ordre de marche, d’agir chacun-e à son niveau et de manière concertée, pour créer des synergies enthousiasmantes. L’ampleur et le rythme de la crise climatique ne nous laissent ni le choix du timing ni celui d’agir de manière isolée. Il nous faut agir maintenant et ensemble !

Quelles sont vos perspectives pour 2019 ?

En interne, les chantiers importants entrepris en matière de ressources humaines vont se poursuivre pour nous amener vers un accord d’entreprise et dans le même temps donner naissance à une initiative de gouvernance partagée portée par l’équipe Europe-Méditerranée. En 2019, pour porter le message de la Solidarité climatique, le Geres s’affichera avec un nouveau logo et sous de nouvelles couleurs. Avec cette identité visuelle renouvelée, nous allons repenser l’ensemble de nos supports de communication tout en recherchant les leviers propices à la mise en œuvre d’une mobilisation citoyenne inspirante. Avec nos partenaires et dans un souci permanent de qualité, nous nous attacherons à déployer notre nouveau cadre stratégique dans toutes nos géographies.

1-2/ les notions de plancher social et plafond écologique font référence à la théorie du Donut imaginée par l’économiste Kate Raworth et schématisée dans un diagramme destiné à démontrer que l’économie globale doit opérer à l’intérieur de limites qui bornent la pression qu’elle peut exercer sur des écosystèmes essentiels au maintien de la vie.



2 **ÉDITO**

LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE
EN ACTION, NOTRE DÉFI POUR DEMAIN !

5

FOCUS SUR LE GERES

DEMAIN SE CONSTRUIT
AUJOURD'HUI

- 5** L'actualité 2018
- 6** Un acteur de référence
- 7** Le Geres en chiffres
- 8** La gouvernance
- 10** Nos implantations

11

NOS ACTIONS

AU SERVICE DE LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE

- 12** Accès à l'énergie
- 14** Énergies renouvelables
- 16** Maîtrise de la demande en énergie
- 18** Accompagnement de politiques
et d'actions climat-énergie
- 20** Perspectives 2019

22

CE QUI NOUS ANIME

NOS DÉFIS POUR DEMAIN

- 22** Qualité et partenariats
- 24** Mobilisation

26 **NOS PARTENAIRES**

28 **RAPPORT FINANCIER**



AFGHANISTAN : CENTRAL HIGHLANDS RÉCOMPENSÉ

En janvier 2018, le Geres a obtenu un Energy Globe World Awards dans la catégorie Air pour son programme Central Highlands en Afghanistan. Mené depuis 2014 avec le soutien de l'Agence Française de Développement, la Fondation Abbé Pierre, la Fondation Lord Michelham de Hellingly et en partenariat avec Solidarités International et MADE-RA, ce projet déployé dans des zones rurales a pour objectif de réduire les émissions de CO₂ et de lutter contre la déforestation.



LE GERES FAIT SON CINÉMA À LA CIOTAT

Le 7 juin 2018, le Geres a organisé un moment de rencontre avec le public ciotaden pour parler de Solidarité climatique. Pour l'occasion, une projection du film "Power To Change" de Carl-A. Fechner a été organisée dans le plus vieux cinéma du monde, l'Eden-Théâtre de la Ciotat. Nous avons fait le choix de diffuser un film optimiste valorisant les actions de la société civile face aux changements climatiques.



PRÊT CONVENTION SYNERGIE SOLAIRE

Alors qu'une nouvelle zone d'activités durable a vu le jour à Koury au Mali, l'association locale des artisans a contracté un crédit pour cofinancer le projet dans sa globalité et en particulier les bâtiments bioclimatiques.

Le Geres est heureux de pouvoir servir de facilitateur dans le cadre de ce partenariat financier innovant. La convention a été signée en septembre 2018.

COP 24 : RENDEZ-VOUS AVEC LE CLIMAT

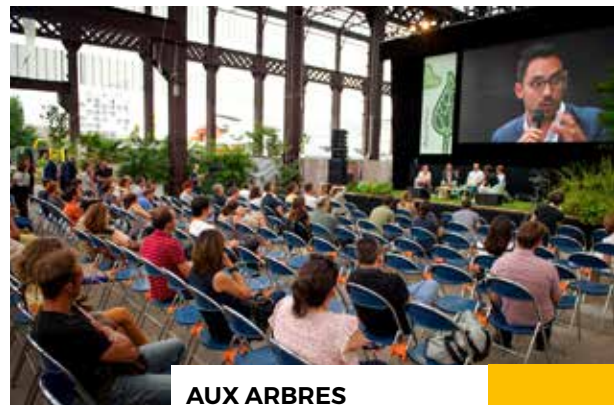
Le 2 décembre 2018, dans un contexte géopolitique tendu, le Geres a participé à la COP24 qui s'est tenue à Katowice en Pologne pour suivre les négociations en tant qu'ONG observatrice. Une délégation de trois personnes a représenté le Geres sur place et un événement sur les actions climatiques locales a été co-organisé.



UN LABEL POUR L'ÉCO QUARTIER DU PARC DES CALANQUES

L'Éco Quartier du "Parc des Calanques" situé dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille a obtenu fin 2018 une labellisation niveau 3 du Ministère de la Cohésion des Territoires. Depuis 2012, le Geres intervient sur ce secteur et contribue à la mise en œuvre du projet en s'impliquant sur la thématique de l'énergie et des usages (projet ACHIEVE entre 2012 et 2014) et sur celle des déchets dans le quartier (entre 2014 et 2019), aux côtés des Robins des Villes. Sa mission : accompagner les habitant-e-s du quartier dans la transformation de leur environnement de vie, les économies d'énergie, le tri des déchets, le compostage et l'économie circulaire.

Les temps forts de l'année 2018



AUX ARBRES CITOYENS !

Créée à l'initiative de la Fondation Maisons du Monde et soutenue par le Geres, la première édition d'Aux Arbres ! a pris racine à Nantes les 8 et 9 juin 2018. Plus qu'un événement, cette manifestation gratuite ouverte à toutes et tous avait pour ambition de rassembler durablement des citoyen-ne-s et des entreprises dont l'objectif commun est d'agir pour préserver les forêts et leur écosystème. La prochaine édition se tiendra en juin 2020.

SÉMINAIRE STRATÉGIQUE ET RENCONTRES EN ÉQUIPE

Des ateliers de réflexion sur la nouvelle orientation stratégique du Geres ont eu lieu fin octobre et début novembre aux côtés de Bruno Rebelle. Les équipes d'Asie centrale et d'Asie du sud-est se sont réunies au Cambodge, tandis que les équipes d'Europe-Méditerranée, d'Afrique de l'Ouest et l'unité expertise se sont retrouvées en France. Ces ateliers nous ont permis d'avancer sur la structuration de notre nouveau cadre stratégique.



Un acteur de référence du climat et de l'énergie

Créé en 1976, le Geres est une ONG de développement internationale qui œuvre à l'amélioration des conditions de vie et lutte contre les changements climatiques et leurs impacts. En tant qu'acteur de terrain, il met en œuvre des solutions énergétiques innovantes et adapte ses interventions aux différents contextes socioculturels. Ses actions sont toujours conduites en partenariat étroit avec les parties prenantes locales.

5 EXPERTISES MÉTIER

Pour rationaliser son action, le Geres concentre sa stratégie sur cinq domaines d'expertise dont la combinaison est destinée à accélérer la transition énergétique.



MAÎTRISE DE LA DEMANDE EN ÉNERGIE

Objectif : Accompagner les acteurs et actrices dans l'adoption de solutions sociales, techniques et économiques de sobriété et d'efficacité énergétiques adaptées aux contextes d'intervention, à travers des leviers techniques (amélioration des équipements et du bâti) et socio-anthropologiques (changement de perceptions et de pratiques).



DÉPLOIEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Objectif : Fournir une énergie décarbonée, disponible localement et à long terme, à coûts maîtrisés, prédictibles et abordables. Au-delà de l'installation d'équipements de production d'énergie à partir de ressources renouvelables, le Geres contribue au développement de filières de combustibles durables et soutient l'innovation technico-sociale autour des énergies renouvelables.



ACCÈS À L'ÉNERGIE

Objectif : Favoriser l'accès des particuliers, entreprises et institutions à des services énergétiques fiables et durables. Cette expertise combine les leviers techniques de la maîtrise de la demande et des énergies renouvelables, avec des leviers sociaux et économiques propres à en garantir la dimension inclusive.



ACCOMPAGNEMENT DE POLITIQUES ET D'ACTIONS CLIMAT-ÉNERGIE

Objectif : Accompagner, guider et influencer les politiques territoriales locales et nationales de lutte contre les changements climatiques et de réduction de la pauvreté pour contribuer à l'émergence de sociétés bas-carbone et résilientes.



MOBILISATION

Objectif : Encourager l'engagement de toutes et tous pour un véritable changement sociétal vers plus de Solidarité climatique. Agir pour réduire sa propre empreinte carbone et soutenir les populations les plus vulnérables dans leurs actions de développement durable et d'adaptation aux changements climatiques.



4 APPROCHES TRANSVERSALES

Afin de garantir la durabilité et le passage à l'échelle de ses interventions, le Geres déploie ses expertises selon quatre grands principes méthodologiques avec une ambition majeure : permettre aux plus vulnérables de devenir décideurs et acteurs de la transition énergétique.

APPROCHE TERRITORIALE

Construire nos interventions avec les parties prenantes en tenant compte des caractéristiques et dynamiques du territoire et des politiques publiques.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Accompagner des acteurs et des filières économiques pour créer des emplois localement, générer et partager de la valeur ajoutée et plus largement contribuer au développement durable.

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

Offrir aux parties prenantes de renforcer leurs compétences, savoir-faire et expériences pour devenir acteurs du changement.

DÉMARCHE PARTENARIALE

Pour une mutualisation des savoir-faire, une complémentarité de services aux populations, une garantie d'adaptation des solutions aux contextes locaux et d'appropriation durable par les acteurs des filières et des territoires.

Le Geres en chiffres



10

REPRÉSENTATIONS
PERMANENTES



105

PARTENAIRES
TECHNIQUES



75

PARTENAIRES
FINANCIERS



89

PROJETS
MENÉS
DANS



134

COLLABORATEURS ET
COLLABORATRICES



176 00

BÉNÉFICIAIRES
DIRECTS

19

PAYS

Les femmes et les hommes du Geres

L'ORGANIGRAMME *au 31 mai 2019*

Conseil d'administration
Marie-Noëlle REBOULET
PRÉSIDENTE

Direction Générale
Laurence TOMMASINO
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE

LE SIÈGE

Service Administratif & Financier
Laurent COLLINET BRDYS
DIRECTEUR

**Service Développement
Qualité & Partenariats**
Swan FAUVEAUD
DIRECTRICE

Service Ressources Humaines
Sandrine FOUILLADE
DIRECTRICE

OPÉRATIONS

EUROPE-MÉDITERRANÉE

GOUVERNANCE PARTAGÉE

Geres France

Marie-Maud GÉRARD
PROGRAMMES ÉNERGIE
ET HABITAT

Alexia HÉBRAUD
PROGRAMMES DÉCHETS,
ÉNERGIE ET AGRICULTURE
1er lien Gouvernance
partagée

Geres Maroc

Virginie KLEIN
RÉFÉRENTE PAYS

AFRIQUE DE L'OUEST

Grégoire GAILLY
DIRECTEUR RÉGIONAL

Geres Mali

Aliénor ADER
REPRÉSENTANTE PAYS
ADJOINTE

Geres Sénégal

Cécile HENRIOT
REPRÉSENTANTE PAYS

ASIE CENTRALE

DIRECTEUR RÉGIONAL EN
COURS DE RECRUTEMENT

Geres Afghanistan

Riaz RAMIN
REPRÉSENTANT PAYS
ADJOINT

Geres Mongolie

Beatriz MAROTO
IZQUIERDO
REPRÉSENTANTE PAYS

Geres Tadjikistan

Jonathan
DEMENGÉ
REPRÉSENTANT PAYS

ASIE DU SUD-EST

Marco GASPARI
DIRECTEUR RÉGIONAL

Geres Cambodge

Aude PETELOT
REPRÉSENTANTE PAYS

Geres Myanmar

Bernardo
FERREIRA DE
SOUSA
REPRÉSENTANT PAYS

GERES EXPERTISE

Julien JACQUOT
DIRECTEUR

Accès à l'Énergie
Alexis CAUJOLLE

**Climat
et Développement**
Camille ANDRÉ

Climat et territoire
Clémentine LARATTE

**Développement
économique**
Romain CRES

Inclusion
Marina DUBOIS

LES EFFECTIFS DU GERES

134

COLLABORATRICES
ET COLLABORATEURS DIRECTS

59

FEMMES

75

HOMMES

34

PERSONNES TRAVAILLENT
EN FRANCE

100

PERSONNES TRAVAILLENT
À L'ÉTRANGER (HORS UE)

84 SOUS
CONTRAT LOCAL

16 SOUS
CONTRAT EXPATRIÉ

“ Quand j’ai entendu parler du Geres en 2017, j’ai eu le sentiment que cette association menait des actions utiles en Mongolie. J’ai donc décidé de candidater pour la rejoindre et pouvoir aider les autorités locales à faire face au défi climatique. Je suis fière de contribuer à changer les choses dans mon pays et de travailler



avec des partenaires qui nous font confiance.

**BATMUNKH
OYUNTUYA**

Chargée de projet
en Mongolie

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION *au 31 mai 2019*

Le conseil d'administration du Geres est composé de membres bénévoles élus en Assemblée Générale.

LE BUREAU



LES AUTRES MEMBRES



“ Compte tenu du contexte climatique, environnemental, économique et sociétal actuel, nous n'avons pas d'autre choix que de toutes et tous nous investir pour un monde plus durable et solidaire. Le Geres a toujours été très attaché à chercher des solutions pour que, partout, la transition écologique soit possible, réaliste et source d'autonomisation. L'ensemble des équipes est très engagé à intégrer ces valeurs et ces principes dans ses missions et les résultats obtenus et les nombreuses marques de reconnaissance à l'international sont le fruit de ce travail. Cet engagement reste aujourd'hui le moteur de mon implication en tant qu'administrateur de l'association.

FRÉDÉRIC BŒUF,
Vice-président du Geres



Une présence en France et à l'international



EUROPE MÉDITERRANÉE

France
Maroc



AFRIQUE

Mali
Sénégal
Bénin



ASIE CENTRALE

Afghanistan
Mongolie
Tadjikistan



ASIE DU SUD-EST

Cambodge
Myanmar



MISSIONS PONCTUELLES

Tunisie



MISSIONS PONCTUELLES

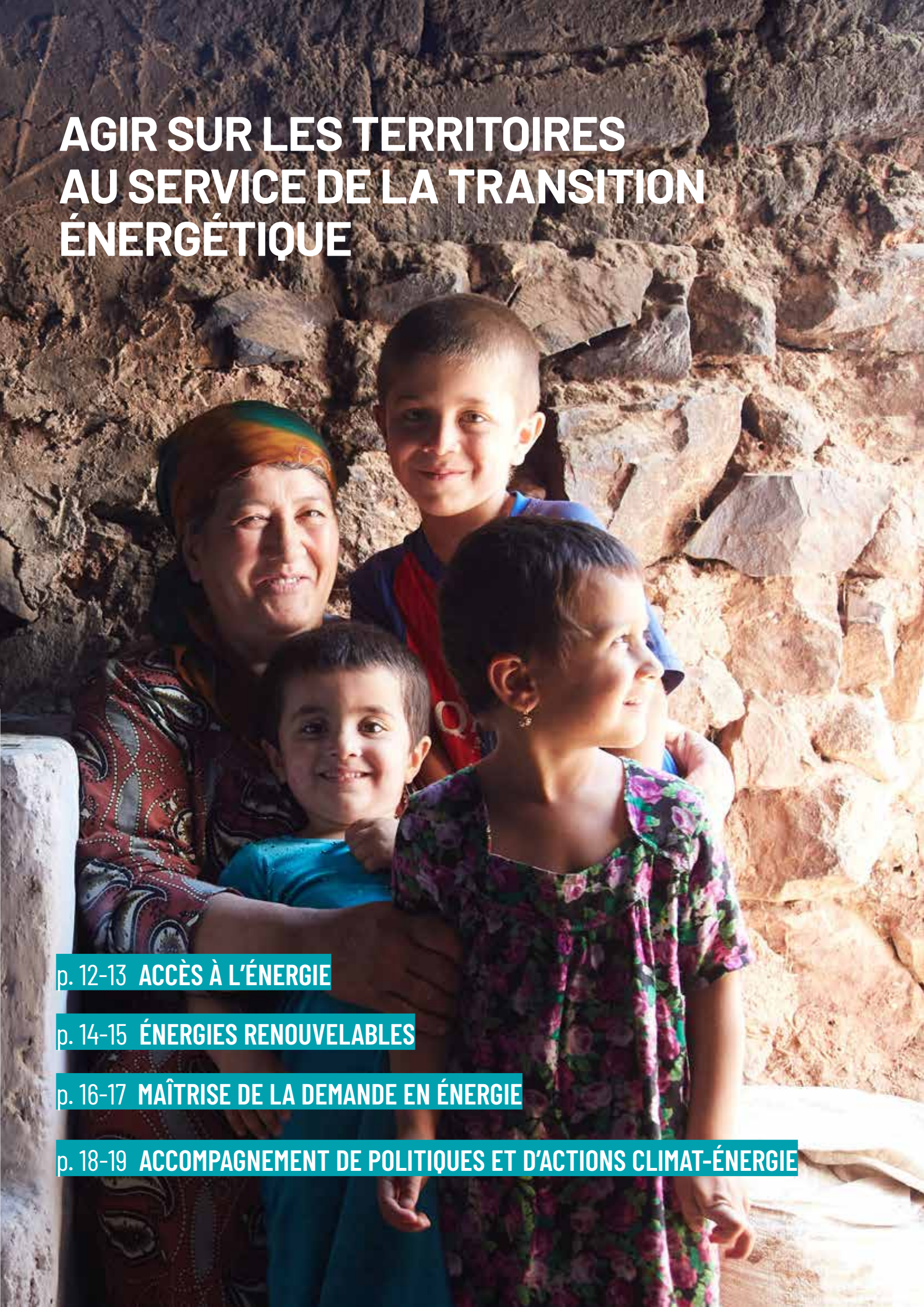
Burkina Faso
Niger
République de Guinée
Comores
Ghana
Burundi



MISSIONS PONCTUELLES

Inde
Pakistan

AGIR SUR LES TERRITOIRES AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

A photograph of a woman and three children standing in front of a rustic stone wall. The woman, on the left, is wearing a colorful patterned headscarf and a matching patterned top. She is smiling and has her arms around the children. There are three children: a boy standing behind her, a young girl in a blue shirt in front of her, and another girl in a floral dress to the right, looking off to the side. The stone wall is made of irregular, reddish-brown stones. The lighting is warm, suggesting sunlight.

p. 12-13 ACCÈS À L'ÉNERGIE

p. 14-15 ÉNERGIES RENOUVELABLES

p. 16-17 MAÎTRISE DE LA DEMANDE EN ÉNERGIE

p. 18-19 ACCOMPAGNEMENT DE POLITIQUES ET D'ACTIONS CLIMAT-ÉNERGIE

**Permettre l'accès à des services
énergétiques comme condition
préalable à un développement
économique et humain durable.**



L'accès à l'énergie, un levier du développement rural au Mali

Aujourd'hui encore, au Mali, seules 18% des zones rurales ont accès à l'électricité. Cet accès est même moindre si on considère la qualité limitée et l'irrégularité des services énergétiques proposés aux populations.

Pour répondre à ce défi, le Geres intervient depuis 2007 dans le Sud-Est du pays où la démographie explose et la demande en énergie pour les usages productifs est très peu satisfaite. À travers la mise en œuvre de programmes de recherche-action et de développement en partenariat avec les parties prenantes locales, notre association a aujourd'hui développé une bonne connaissance de ces territoires et des problématiques énergétiques auxquelles sont confrontées les populations et les petites entreprises rurales.

Un nouvel élan économique à Konséguéla

Le projet de Zone d'Activités Électrifiée (ZAE) lancée à Konséguéla en 2015 entend répondre aux besoins des très petites entreprises de la commune et de ses environs en facilitant leur accès à une électricité de qualité, grâce à une solution hybride et 100% renouvelable, pour un accès 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. L'objectif est de favoriser le développement économique de la commune en mettant en place des facilités de

production d'énergie, d'hébergement des activités et d'accès aux financements adaptés au tissu entrepreneurial. Le projet ancre les bases solides de la durabilité des infrastructures grâce à des dispositifs de gouvernance locale et une gestion privée en partenariat étroit avec la collectivité.

Au cours de l'année 2018, la vie s'est peu à peu installée dans les 650 m² de bâtiments réalisés sur le modèle bioclimatique de la Voûte Nubienne : 11 très petites entreprises, dont 4 dirigées par des femmes, ont rejoint la ZAE, créant 35 emplois directs et 125 emplois indirects. Les habitant·e·s de Konséguéla peuvent désormais trouver sur place une boulangerie, un restaurant, une menuiserie mais aussi une radio communautaire, un poulailler et des services informatiques. Ils et elles ont accès à des produits et des services qu'ils ne trouvaient auparavant qu'à Koutiala, à 50 kilomètres de là.

Une zone d'activité ouvre à Koury

Fort de ce premier succès, plusieurs zones alentours ont été attirées par le concept et font face elles aussi à des besoins énergétiques importants.

C'est le cas de la localité de Koury, dans le cercle de Yorosso, et de son association des artisans et ouvriers (ASAOK) qui a rapidement souhaité déployer cette solution pour les entreprises implantées localement. En tant que zone frontalière avec une démographie en forte progression, Koury dispose d'un accès partiel à l'électricité, disponible uniquement en soirée. Les entreprises et artisan·e·s de la localité ne peuvent pas dans ces conditions répondre aux demandes de leur clientèle.

C'est pour remédier à cela que l'ASAOK, en lien avec la commune de Koury et l'opérateur d'électrification en place, porte avec l'appui du Geres le projet d'implantation d'une solution énergétique renouvelable avec un accès de qualité et sans interruption.

16 bâtiments bioclimatiques (780 m²) ont donc été construits en 2018 et 16 très petites entreprises ont été identifiées pour s'installer dans les nouveaux locaux. Leur accompagnement technique et économique est en cours et leur installation devrait intervenir au début de l'année 2019.

**205 000 € DE CHIFFRE
D'AFFAIRES ONT ÉTÉ
GÉNÉRÉS PAR LA ZAE
DE KONSÉGUÉLA EN
DEUX ANS D'ACTIVITÉS
ET 35 EMPLOIS DIRECTS
ET 125 EMPLOIS
INDIRECTS ONT ÉTÉ
CRÉÉS.**

Le bioclimatisme, une énergie durable pour l'habitat en Asie centrale

Une construction bioclimatique, c'est une construction adaptée à son environnement qui permet d'obtenir un bon confort thermique et d'optimiser la consommation d'énergie le plus naturellement possible. Pour y parvenir, il faut intégrer l'apport externe en énergie grâce au soleil mais aussi améliorer l'isolation et la ventilation du bâti, favoriser l'utilisation de matériaux d'origine locale et, dans le cadre de constructions neuves, bien penser l'emplacement et l'orientation du bâtiment.



Une technique adaptée aux climats extrêmes

Les techniques bioclimatiques peuvent être adaptées aux contextes froids et chauds. Aujourd'hui, le Geres intervient principalement dans des contextes froids, en Asie centrale, où le besoin de se chauffer en hiver est vital et où le développement de solutions bioclimatiques permet aux populations d'améliorer leur confort de vie, de réduire leurs coûts de chauffage et de contribuer à la réduction de la déforestation issue de la collecte du bois de chauffe. Afin de déployer ces techniques bioclimatiques à grande échelle, il forme et accompagne des professionnels du secteur de l'habitat en Afghanistan et au Tadjikistan.

Un meilleur accès aux solutions bioclimatiques à Kaboul

En Afghanistan, le potentiel de l'énergie solaire qui est d'environ 300 jours par an permet d'obtenir un confort thermique suffisant. Malgré cela, les maisons et les bâtiments construits récemment ne tiennent pas compte de cet atout considérable. Pour être chauffées, ces constructions en ciment et en béton gaspillent beaucoup d'énergie et génèrent de la pollution. C'est pourquoi le Geres a décidé de s'associer à l'Organisation pour le Mouvement Rural (RMO) pour travailler avec la municipalité de Kaboul et agir dans 15 districts de la capitale afghane.

Avec le soutien de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement (AFD), le Geres promeut dans ces quartiers ciblés l'utili-

sation de vérandas solaires, l'isolation thermique des toits et le double vitrage. Des petites entreprises et des artisans sont formés et mis en relation avec des détaillants de matériaux et 3 753 ménages ont déjà été accompagnés. Ils bénéficient par ailleurs de "prêts verts" pour pouvoir accéder à ces technologies, grâce à l'appui de l'Association de Microfinance d'Afghanistan. D'ici la fin du projet, plus de 100 petites entreprises auront été formées et plus de 4 550 ménages auront bénéficié de ces solutions d'efficacité énergétique. On estime que 9 000 m³ de bois de chauffe auront été préservés et 13 000 tonnes d'émissions de CO₂ évitées.

Construction de maisons à basse consommation au Tadjikistan

Au Tadjikistan, où les étés secs et chauds alternent avec les hivers particulièrement longs et rigoureux, le bioclimatisme est aussi une opportunité pour améliorer la vie des habitants. Avec le soutien de l'AFD et de la Fondation Abbé Pierre, le Geres s'attache donc à former des artisans locaux aux techniques d'isolation et aux solutions solaires passives. En 2018, 13 formations ont été organisées. Celles-ci ont été l'occasion de bâtir et rénover 12 "pièces d'hiver" pour des familles modestes dont les maisons servent de modèles de démonstration et de diffusion du bioclimatisme. Aujourd'hui, 20 maisons bioclimatiques sont en construction dans 4 districts.

En partenariat avec des étudiant-e-s français-e-s de l'Institut Supérieur Aquitain du Bâtiment et

des Travaux Publics, une école à basse consommation énergétique a également été construite dans le village de Mingichar. Le bâtiment propose à présent six salles de classe confortables.

Un travail de sensibilisation a aussi été mené auprès de la population, avec l'organisation de 330 sessions d'information suivies par 3 250 personnes. La collaboration avec les instituts d'architecture, seuls habilités à valider les plans de construction, permet de proposer et promouvoir le bioclimatisme auprès des nouveaux constructeurs et constructrices. L'objectif est d'accompagner et de soutenir la construction de 450 maisons bioclimatiques. Par ailleurs, comme en Afghanistan, les familles tadjikes sont accompagnées dans l'obtention d'un prêt auprès des banques pour ce type de construction, grâce à l'engagement de deux instituts de microfinance.

**AU TADJIKISTAN
3 250 PERSONNES ONT
ÉTÉ SENSIBILISÉES
AUX AVANTAGES DES
MAISONS À BASSE
CONSOMMATION
ÉNERGÉTIQUE**

Favoriser le déploiement des énergies renouvelables à travers des solutions appropriées, durables et locales.

Avec 3,5 millions de tonnes de bois coupés chaque année, le Cambodge est confronté à une déforestation massive notamment pour satisfaire la consommation de charbon de bois des ménages et des restaurants. 23% de sa surface boisée a disparu depuis 2000. Dans ce contexte extrêmement préoccupant, le Geres intervient au Cambodge, depuis 2008, sur la thématique combustible biomasse destinée à la cuisson domestique.

La biomasse représente 60% de la consommation d'énergie finale du Cambodge.

Un projet pilote en partenariat avec les acteurs et actrices de la filière

"Au Cambodge, le Geres oeuvre à l'émergence d'une filière de charbon légale, à partir de bois qui provient de parcelles forestières exploitées durablement par les communautés", explique Héroïse Pichot, cheffe du projet SEFED. "Pour y parvenir, nous travaillons à la création d'un cadre institutionnel favorable avec l'Administration Forestière et le Ministère de l'Environnement".

Les communautés forestières de la province de Pursat sont engagées dans une gestion durable. Les charbonniers utilisent des techniques de carbonisation à haut rendement énergétique dont l'objectif est d'approvisionner Phnom Penh, le plus gros centre de consommation du pays. Après une analyse approfondie de la filière pour identifier l'acteur manquant, le Geres a en parallèle accompagné la création de Kjuongo, une plateforme de vente de charbon durable dont le rôle essentiel est la coordination des acteurs-rices économiques et la réduction des coûts d'intermédiaires.

Des infrastructures numériques innovantes

C'est Kjuongo qui a vocation à gérer les stocks, prendre les commandes des client-es et assurer les livraisons, le tout grâce à un dispositif logistique digital performant. Ce dernier intègre plusieurs outils : une application qui garantit la provenance légale et durable du bois, un site internet de vente en ligne, ainsi qu'une application de géolocalisation qui ont pour but de réduire les coûts de distribution. Objectif du dispositif : optimiser les coûts tout au long de la chaîne pour rémunérer plus justement l'ensemble des ac-

teurs et des actrices et contribuer ainsi à l'amélioration de leur niveau de vie. Grâce à ce projet et à la création de Kjuongo, les ménages de Phnom Penh auront désormais la possibilité d'acheter et de consommer du charbon de bois durable pour leur cuisson domestique. "La prochaine étape de cette expérimentation consiste à accroître les capacités de production de charbon durable tout en pérennisant l'activité commerciale de Kjuongo. L'objectif est de passer du projet pilote à un modèle économique viable", conclut Héroïse Pichot.

“ Le projet m’a permis de me former au calcul des coûts de production du charbon durable. J’ai aussi suivi une formation pour mieux comprendre les mécanismes de transformation chimique du charbon et donc mieux maîtriser les différentes étapes du processus.

HUN SOKKHEUN,
38 ans, producteur
de charbon depuis 2013

La filière charbon durable au Cambodge



La méthanisation, accélérateur de la transition énergétique

La méthanisation est à la fois une filière de valorisation des déchets organiques et une filière de production d'énergie renouvelable. Elle constitue une technologie majeure pour la mise en œuvre de la transition énergétique, sous réserve de prendre en compte les différents enjeux des projets : choix de la technologie la plus appropriée, non-concurrence pour les intrants, devenir du digestat, valorisation de l'énergie produite, mobilisation et sensibilisation des acteurs et actrices du territoire, ou encore montée en compétence du porteur ou de la porteuse de projet.

Une filière structurée

Depuis 8 ans, le Geres est mandaté par la Région Sud (Provence-Alpes-Côte d'Azur) et par l'ADEME pour accompagner le développement d'une filière méthanisation cohérente et exemplaire. L'année 2018 a vu le lancement de MéthaSynergie, réunion des acteurs institutionnels et professionnels pour un développement coordonné et vertueux de la filière en région. La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL PACA), la Chambre d'Agriculture régionale, GRDF et GRTgaz travaillent de concert avec l'ADEME, la Région Sud et le Geres pour promouvoir, accompagner et dynamiser cette filière sur le territoire.

Accompagner les porteurs de projets

Le Geres apporte une assistance en amont des projets et jusqu'à l'exploitation de l'installation. Il s'agit d'apporter un avis neutre et objectif quant aux choix techniques à faire, aux résultats des études technico-économiques et à la cohérence globale du projet. En 2018, 20 porteurs de projets (individuels, petits collectifs et territoriaux) ont pu être accompagnés en fonction de leurs besoins spécifiques.

Sensibiliser les acteurs et les actrices du territoire

Institutionnels, associations, élu-e-s, agriculteur-ric-e-s et entreprises ont également été sensibilisé-e-s aux atouts, contraintes et enjeux de la méthanisation via la réalisation d'une formation des acteur-ric-e-s de la métropole Aix-Marseille-Provence et de trois visites de sites. Par ailleurs, le site internet metha-paca.fr est régulièrement mis à jour et permet d'informer un large public. Il a été consulté par plus de 7 000 personnes sur la période de mai 2017 à mai 2018.

Capitaliser sur l'expertise

La valorisation du digestat est un enjeu clé pour la viabilité d'un projet de méthanisation ainsi que pour son acceptabilité et son intégration locale. Une revue bibliographique a donc été publiée pour informer sur les potentialités agronomiques ainsi que l'innocuité sanitaire et environnementale de ce nouveau co-produit : "Valorisation agricole des digestats : quels impacts sur les cultures, le sol et l'environnement ?".

20

PORTEURS ET PORTEUSES DE PROJETS DE METHANISATION ONT ÉTÉ ACCOMPAGNÉ-E-S

55

ACTEURS ET ACTRICES DU TERRITOIRE ONT ÉTÉ SENSIBILISÉ-E-S

Accompagner les actrices
et acteurs dans l'adoption
de solutions de sobriété et
d'efficacité énergétiques
adaptées.

Les foyers de cuisson améliorés au Mali et au Myanmar

Au Myanmar, 85% de la population est dépendante de la biomasse pour cuisiner, contre 80% au Mali, avec pour conséquences la disparition des forêts. Pour contribuer à la préservation de la ressource en bois, le Geres promeut l'utilisation de foyers de cuisson améliorés et soutient leur diffusion à travers les filières artisanales locales.

Interview croisée de Bernardo Sousa, représentant Geres Myanmar, et de Grégoire Gailly, directeur Geres Afrique de l'Ouest.

Quelles sont les conséquences du recours à la biomasse pour les populations ?

Au Myanmar, 85% des ménages ont recours au bois-énergie pour cuisiner. Dans la majorité des cas, ce bois est collecté illégalement dans les forêts. La production de foyers de cuisson traditionnels est fortement fragmentée et de qualité très inégale.

Au Mali, la fourniture en énergie pour la cuisson est exclusivement du ressort des femmes. En milieu rural, la collecte de bois devient de plus en plus fastidieuse à mesure que la ressource diminue. En milieu urbain et dans les villes secondaires, les femmes ont recours au charbon de bois, de qualité et d'efficacité variable et dont le prix pèse dans l'économie journalière du ménage.

En quoi consiste le projet de Foyers de Cuissons Améliorés et quels bénéfices pour les populations ?

Ce projet vise l'accès à des Foyers de Cuissons Améliorés (FCA) aux populations vulnérables du Mali et du Myanmar afin de contribuer au développement économique, à l'atténuation des changements climatiques et à la lutte contre la pauvreté. Il contribue plus particulièrement à renforcer les filières locales de production et de distribution des foyers de cuisson. En travaillant à la fois sur l'amélioration de l'offre et de la demande, à travers la sensibilisation des populations aux avantages des FCA, le projet en accélère leur diffusion. Au Myanmar, nous accompagnons spécifiquement des femmes entrepreneures impliquées dans ces filières. Grâce aux nouvelles opportunités économiques qui leur sont offertes, nous contribuons ainsi au renforcement de l'égalité hommes-femmes.

Quelle est la valeur ajoutée de ces foyers de cuisson améliorés ?

Elle peut se mesurer sur la base de trois critères principaux qui sont : le temps gagné par les ménages sur le ramassage du bois de cuisson, les économies de combustible réalisées découlant directement de l'efficacité accrue des FCA pour les ménages qui doivent acheter du bois (on estime qu'un FCA au Mali permet une économie monétaire de 30% sur les charges de combustible pour la ménagère), et enfin l'augmentation des revenus des producteur-rice-s et des distributeur-rice-s.

Êtes-vous en mesure de nous donner des premiers résultats ?

Fin juillet 2018, environ 42 000 foyers de cuisson améliorés San Pya avaient été produits et vendus à des usagers. Ce projet a permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 16 047 tonnes de CO₂eq. Le San Pya A1, en comparaison d'un foyer traditionnel composé de trois pierres posées à même le sol, réduit la consommation de bois de 35%, et le San Pya Pathein, en comparaison du foyer à charbon

traditionnel, montre un gain d'efficacité de 25%. Les économies réalisées s'élèvent à 3 144 tonnes de biomasse (bois et charbon de bois), cumulés sur l'ensemble des bénéficiaires sur la durée du projet. Au Mali, ce sont 20 000 foyers par an qui sont produits et diffusés en milieu urbain et une vingtaine d'entreprises locales accompagnées dans l'amélioration de leur production, le développement de leur offre commerciale et la mise en place de circuits de distribution adaptés. En zone rurale, les foyers améliorés banco rencontrent aussi un franc succès. En 2018, plus de 6 000 utilisatrices ont adopté ce foyer dans la région de Ségou.

Quels sont les retours de la part des utilisateur-rice-s, des producteur-rice-s et des distributeur-rice-s ?

Grâce à une première étude d'impact menée auprès de 328 ménages en juillet dernier, nous sommes aujourd'hui en mesure d'affirmer que 92% des ménages déclarent être satisfaits de leur FCA. Les producteurs et les distributeurs, hommes et femmes, sont maintenant conscient-e-s et bien informé-e-s sur la qualité et de la durabilité de ces foyers. Par ailleurs, grâce aux nombreuses formations dispensées aux producteurs et productrices, le Myanmar dispose aujourd'hui d'un réseau d'artisans et d'artisan-e-s compétent-e-s dans la production de foyers économes standardisés et connus du grand public.

Au Mali, la promotion des foyers améliorés s'avère toujours aussi nécessaire et pertinente au regard des réalités du pays et de l'amplification des contraintes en milieu rural, notamment liées aux changements climatiques. Les acteurs du secteur se sentent souvent oubliés par les décideurs. Or, ils ont besoin d'une politique publique claire en faveur de leur filière afin que celle-ci contribue pleinement à la création de valeur ajoutée locale et à l'amélioration des conditions de vie, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.



Mieux lutter contre la précarité énergétique en France

Au cœur des enjeux "énergie et pauvreté", les situations de précarité énergétique entraînent des conséquences économiques et des impacts sanitaires et sociaux : situations d'isolement progressif ou encore risque de maladies respiratoires dues au froid et à l'humidité dans les logements. Depuis près de 15 ans, le Geres déploie des actions pour prévenir et résoudre ces situations de précarité énergétique.

En 2018, notamment dans le cadre du projet MED COMPOSE, le Geres a renforcé son action d'accompagnement des ménages vulnérables vers des solutions durables, en coopération avec des parties prenantes locales. Des rencontres avec des travailleuses et travailleurs sociaux et des artisans et artisans en lien avec les problèmes rencontrés par les ménages visités ont permis d'investiguer sur les conditions de réalisation de travaux de première nécessité. Une collaboration au niveau national a abouti au développement et au test d'une mesure d'impacts des visites-conseils énergie qui sera prochainement plus largement diffusée en France.

Fort de ces résultats, le Geres a postulé à un projet européen de lutte contre la précarité énergétique, au sein d'un consortium méditerranéen. L'objectif est de déployer à partir de 2019 un dispositif local renforcé d'accompagnement des ménages vulnérables grâce à la mise en œuvre d'un fonds d'aide aux travaux. Le pouvoir d'agir des femmes et la mobilisation d'acteurs et d'actrices de la santé constituent, notamment, deux des points clés de la démarche.

15 % DES FRANÇAIS·E·S DÉCLARENT AVOIR SOUFFERT DU FROID À LEUR DOMICILE AU COURS DE L'HIVER 2017-2018

EN 2018, 950 MÉNAGES ONT BÉNÉFICIÉ D' ACTIONS DE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE DONT 97 AVEC UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ



OPHÉLIE MARGA,
Référente sociale
RSA sur le secteur du
10^{ème} arrondissement
pour le CCAS de
Marseille

“ Dans le cadre de l'accompagnement social des allocataires du RSA suivis par le CCAS de Marseille, nous sommes de plus en plus confrontés à la précarité énergétique et à ses conséquences sur le budget et la santé des habitant·e·s. En effet, les personnes précaires vivent dans des bâtiments souvent vétustes, mal isolés et mal équipés : un cocktail parfait pour voir ses factures d'énergie exploser. Le travail de partenariat mené avec le Geres me permet, en tant que référente sociale, d'avoir une approche plus technique des moyens à mettre en œuvre pour stabiliser une situation d'endettement énergétique récurrente. Ce mode de fonctionnement permet de limiter les dépenses, tant pour les familles que pour les institutions, en pérennisant de nouveaux modes de consommation et d'utilisation des appareils électroménagers tout en recherchant des solutions avec le bailleur pour améliorer les équipements ou l'isolation en privilégiant autant que possible la prévention.

Accompagner l'expression de politiques et d'actions climat et énergie en réponse aux enjeux des territoires et pour le bien-être des populations.

Accompagner des acteurs locaux sur leurs territoires

Vers un usage rationalisé de la ressource bois-énergie

Pour le Cambodge, confronté à un phénomène de déboisement massif qui touche les forêts protégées notamment en lien avec la consommation de charbon, il est urgent d'agir. Pour répondre au double défi environnemental et socio-économique du pays, le Geres contribue au développement d'un secteur biomasse-énergie durable.

Dans la province de Kampong Chnang, en périphérie du massif des Cardamomes, le Geres intervient à la fois auprès des communautés forestières locales et auprès des industriels, principaux consommateurs de bois-énergie. Soutenu par la fondation Maison du Monde, en partenariat avec une ONG locale, Mlup Baitong, ce projet a pour ambition de développer des modèles de restauration des écosystèmes forestiers et de promouvoir une gestion durable des ressources naturelles dans les zones tampons situées en périphérie du massif des Cardamomes, tout en développant des moyens de subsistance durables pour les communautés locales.

Concrètement, le plan de développement mis en œuvre comporte plusieurs volets. Il porte notamment sur la formation et l'accompagnement des autorités locales dans la définition de plans de développement et d'investissement communaux en faveur de la restauration des écosystèmes forestiers et de la production forestière durable. Il vise également à former et sensibiliser des communautés forestières locales aux activités de sylviculture pour protéger le capital naturel et leurs moyens de subsistance. Afin de répondre aux pressions liées à la demande en bois-énergie et offrir des produits à haute valeur ajoutée aux communautés locales sur le long terme, le projet prévoit aussi la mise

en place de pépinières communautaires et de plantations commerciales au niveau des zones tampons. En parallèle, le projet prévoit aussi d'engager le secteur privé et notamment l'industrie textile, grande consommatrice de bois, dans des partenariats publics-privés innovants visant à développer des modèles d'investissement pérennes. À cet effet, le Geres travaille avec une trentaine d'usines textiles fournisseurs de la marque H&M au Cambodge pour les sensibiliser aux limites de la consommation de bois-énergie non-durable dans l'industrie et favoriser une transition vers un approvisionnement durable bénéfique aux communautés.

“ Par endroits, la forêt a reculé et il n'y a plus que du bambou. Nous devons planter des arbres et restaurer la forêt dans ces zones tampons entre les terres des villageois et la forêt protégée.

NUT HANG,
Président de la communauté forestière d'Anlong Svay



Contribuer et participer au dialogue politique

Lutte contre les changements climatiques

En amont de la COP21, l'ensemble des pays ont été invités à mettre sur la table leur contribution déterminée au niveau national (CDN) pour lutter contre les changements climatiques.

Parmi eux, les pays africains font face au double défi de l'atténuation des émissions à venir et de l'adaptation aux effets et impacts d'ores et déjà sévèrement ressentis sur l'ensemble du continent.

Dans le cadre de l'initiative GCCA+ (Alliance Mondiale pour le Changement Climatique), l'agence technique de coopération technique internationale, Expertise France, a été mandatée par la Commission européenne pour accompagner la mise en œuvre des CDN de 17 pays d'Afrique de l'Ouest. Parties prenantes du projet, le Geres et le cabinet Projections ont été sélectionnés pour réaliser la phase de diagnostic préalablement requise. Objectif : identifier les besoins en termes de renforcement de capacités climat des parties prenantes des 17 pays de la sous-région. Un besoin majeur émerge du diagnostic, celui de renforcer les compétences des gouvernements ouest-africains pour mobiliser la finance climat.

Efficacité énergétique en Mongolie

Il n'existe pas encore de cadre réglementaire concernant l'efficacité énergétique et le confort thermique des bâtiments tertiaires à usage public (administratifs, culturels, de santé ou d'éducation) en Mongolie.

Dans l'Arkhangai, distinguée nationalement comme "Province verte" pour ses engagements environnementaux, le Geres et l'Université mongole des sciences et technologies ont apporté leur expertise pour la construction d'un centre d'hébergement d'urgence pour les victimes de violence domestique intégrant les principes d'efficacité énergétique. Ce projet pilote soutenu par la Fondation Abbé Pierre s'accompagne de mesures de formation et de sensibilisation afin de démontrer auprès des institutions publiques et du grand public la pertinence de ces solutions pour réduire la pollution de l'air, améliorer le confort des usagers et usagères et générer des économies pour les collectivités locales. Le gouvernorat provincial développe un programme d'actions spécifique sur l'énergie dans la perspective de diffuser ces mesures à l'ensemble de son territoire.

SIEC au Maghreb

Le Geres, qui a appuyé la mise en place de Centres Information Énergie dans les villes de Chefchouen au Maroc et Dushanbé au Tadjikistan, a été sollicité par des acteurs institutionnels et associatifs marocains et tunisiens. Objectif : animer des réflexions et des échanges d'expériences sur les dispositifs d'information et de mobilisation des acteurs du territoire à la transition énergétique, regroupés sous le terme de "SIEC".

Depuis septembre 2017, un groupe de travail méditerranéen réunit des opérateurs et porteurs de projets de dispositifs d'éducation et d'information à l'énergie et au climat qui capitalisent sur leurs expériences en France, en Tunisie et au Maroc sous l'égide des régions Sud (Provence-Alpes-Côte d'Azur) et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma. Ces deux régions ont choisi de faire de leur engagement climatique un axe fort de leurs relations de coopération décentralisée et ont obtenu le soutien des États français et marocain dans le cadre du Fonds de coopération décentralisée franco-marocain. En 2018, les membres du groupe de travail se sont réunis en France et au Maroc pour partager les facteurs de succès de développement des SIEC sur un territoire. À l'invitation de l'ADEME, ils ont participé aux Rencontres nationales des 600 professionnels des EIE/ALEC/PTRE (services publics d'information de l'énergie en France).



Déploiement du label bas carbone

Le 28 novembre 2018, le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire a officiellement publié l'arrêté définissant le référentiel relatif au "label bas-carbone". Ce dernier vise à favoriser l'émergence de projets additionnels de réductions d'émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire français par la mise en place d'un cadre de suivi et par la notification et la vérification des émissions de GES. Objectif : valoriser les réductions d'émissions additionnelles, réalisées volontairement par des personnes physiques ou morales dans des secteurs d'activité variés. Au titre de ses actions et en tant que porteur de la plateforme Information Compensation Carbone, le Geres a par ailleurs été invité par le Ministère pour participer activement au déploiement du Label sur le territoire. Ses missions : informer sur son contenu et ses modalités.



NOUVELLES ACTIONS 2019

En 2018, six nouveaux projets ont vu le jour au Mali, en Mongolie, au Myanmar et dans le sud de la France. Autant d'actions qui contribuent à accélérer la transition énergétique de ces territoires et dont les impacts sociaux, économiques et environnementaux participent à l'amélioration des conditions de vie des habitant-e-s. Tour d'horizon et mise en perspectives.

Mali : s'adapter aux changements climatiques

Depuis janvier 2018, le consortium Geres-AMEDD-MFC déploie la mise en œuvre des actions environnement et énergie du Programme Indicatif PIC III de Coopération Mali-Luxembourg dans les 5 cercles de la Région de Ségou (Baraouéli, Blan, San, Ségou et Tominian) et celui de Yorosso dans la région de Sikasso. Avec l'implication des 68 collectivités locales concernées, des services techniques et des partenaires au développement sur le terrain, 216 organisations paysannes, 250 ménages vulnérables et 84 petites entreprises sont désormais bénéficiaires d'actions visant à améliorer leurs pratiques d'adaptation aux changements climatiques. Il s'agit notamment d'actions de régénération des sols, de lutte contre la désertification et de soutien aux pratiques agro-écologiques. Les collectivités et les services sociaux communautaires bénéficient quant à eux d'actions de promotion et de diffusion des énergies renouvelables.

Déploiement des ZAE au Sahel

Le projet d'Accès à l'Energie Durable pour toutes et tous a été lancé en octobre 2018 pour une durée de 39 mois avec le soutien de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (ASDI). Fort des réussites et des enseignements tirés de la première Zone d'Activités Électrifiée pilote dans la commune de Konséguela (Sud Mali), ce projet prévoit le déploiement de 6 nouvelles ZAE dans 3 régions du Mali : Sikasso, Ségou et Kayes. Au terme du projet, ce sont 120 petites entreprises qui bénéficieront d'un meilleur accès à l'électricité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, grâce aux énergies renouvelables. Ces entreprises seront aussi accompagnées dans leur développement à travers une gamme de services proposée au sein de ces "incubateurs ruraux" que sont les ZAE. Le projet relève un double défi : contribuer au développement économique des territoires ruraux, à la création d'emplois et de valeur ajoutée locale et amorcer un changement d'échelle dans la diffusion des ZAE comme réponse durable d'accès à l'énergie en milieu rural au Mali et dans la sous-région.



Lutter contre la pollution à Oulan-Bator

La capitale de la Mongolie est l'une des villes les plus polluées au monde en hiver. Alors que la moitié de la population du pays y vit, le chauffage au charbon provoque des pics de pollution alarmants.

Après avoir mené une étude auprès de 178 ménages sur les conditions de vie dans la ville et sa périphérie, le Geres a décidé, en 2018, de lancer des actions pour promouvoir des solutions énergétiques qui répondent aux enjeux sanitaires, sociaux-économiques et environnementaux. Objectifs : améliorer le confort thermique des populations précaires en optimisant leur consommation énergétique et limiter les émissions de fumées issues de la combustion du charbon. Des mécanismes de financement adaptés doivent aussi permettre de faciliter l'accès à ces solutions énergétiques pour le plus grand nombre. D'ici 2021, 50 artisans et artisans vont être formés et accompagnés, 50 emplois durables vont être créés dans le secteur de l'habitat -dont 30% seront occupés par des femmes- et 1 000 familles modestes vont bénéficier de meilleures conditions de vie grâce à l'acquisition d'équipements performants.



Maroc : appui au développement des petites boulangeries

L'appui du Geres à la filière des fours à pain marocains, en partenariat avec les industriels du secteur, a permis de donner naissance au label FaranEco et de mettre au point des fours domestiques à haute performance énergétique.

En 2019, le projet entrera dans une nouvelle phase. L'objectif est de produire une gamme de fours performants spécialement conçue et adaptée aux usages professionnels dans le secteur de la petite boulangerie. Plus économes et plus sûrs, ces fours permettront l'amélioration des conditions de travail et des économies énergétiques et financières significatives. Pour accompagner la transformation du secteur, un programme d'action ambitieux s'échelonnera jusqu'en 2021. Des petites boulangeries, éligibles au projet, seront tout

d'abord sélectionnées puis accompagnées dans l'acquisition de nouveaux fours grâce à des mécanismes financiers adaptés et la mise en place de formations.

En termes d'impacts environnementaux, le projet a une triple ambition : réduire de manière significative les consommations de gaz, préserver les ressources naturelles et sensibiliser les acteurs et actrices du secteur à l'impact de leur activité sur les changements climatiques.

Un guide technique sur les serres bioclimatiques

Entre 2015 et 2018, le Geres et ses partenaires techniques, Agrithermic et le GRAB, ont mené une phase pilote d'implantation de serres solaires passives en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Trois nouveaux modèles adaptés au contexte climatique local ont été mis au point avec pour ambition de diversifier la production, d'allonger la saison culturale et d'améliorer la récolte en altitude afin de maintenir l'activité agricole dans les territoires isolés. 4 agriculteurs ont été accompagnés dans cette phase test et les résultats sont significatifs : nous avons constaté dans ces serres un gain de température important pendant les froides nuits d'hiver, ce qui leur permet de se maintenir "hors gel". Les cultures sont aussi plus précoces. Face à ces bénéfices observés, une seconde phase du projet a été engagée à l'été 2018 avec l'implication de 2 nouveaux agriculteurs, portant à 6 le nombre de serres pilotes. Trois modèles sont testés : le "trois murs", le "tunnel" et un modèle "tunnel avec un mur". Soutenues financièrement par l'ADEME, la Région Sud et le fonds de dotation Itancia, ces expérimentations permettront de réaliser un guide technique sur les performances agronomiques de ces serres bioclimatiques.



Réseau de distribution au Myanmar

En 2018, le Geres a lancé un nouveau projet axé sur le développement d'un réseau de distribution pour le dernier kilomètre au Myanmar. L'action est menée en collaboration avec le Thazi Network et Pollinate Group grâce au financement de l'Agence Française de Développement. L'objectif est d'améliorer l'accès aux équipements solaires et énergétiquement performants, comme les foyers de cuisson améliorés, pour les ménages les plus isolés. Nous souhaitons pour cela encourager un développement durable à l'échelon local, promouvoir les énergies propres, accompagner l'émergence et le renforcement de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur de l'énergie et réduire la pénibilité du travail des femmes et des hommes qui collectent le bois.

Il s'agit aussi de faciliter l'accès aux financements pour permettre aux ménages modestes d'acquiescer des solutions d'éclairage et de cuisson durables. À terme, les impacts attendus sur l'environnement et la santé sont multiples. Ils devraient se traduire par une baisse de la consommation de bois, estimée entre 25% à 35% et par une réduction des émissions de 15 000 à 30 000 tonnes de CO₂.

MODÈLE DE SERRE SOLAIRE PASSIVE EN PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR



Inclusion et impact social : encourager les bonnes pratiques



“ Le partenariat est un facteur essentiel de pérennisation de nos projets et de nos interventions.

Il est indissociable du renforcement de capacité au même titre que l'autonomisation des parties prenantes.

Pour s'assurer de la pérennité des résultats de ses interventions et leur passage à l'échelle sur les territoires, le Geres met la priorité sur la qualité de ses approches et le développement de partenariats locaux. Concrètement cela se traduit par le fait de définir des projets pertinents, comprendre et mesurer l'impact social, réaliser la capitalisation d'expériences et assurer le renforcement des capacités des parties prenantes locales. Autant d'éléments qui doivent guider l'ensemble de ses actions et de ses projets. Le point avec Swan Fauveaud, responsable qualité et partenariats de l'association depuis mars 2018.

La qualité et la pérennité de vos interventions est depuis longtemps au cœur de l'action du Geres. Aujourd'hui cette stratégie s'illustre de manière concrète à travers des procédures qui répondent à des objectifs précis. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Depuis mon arrivée, j'ai participé à la mise en place d'une procédure d'engagement des nouveaux projets. Sur la base des propositions d'intervention pilotées par les équipes de terrain, ce processus permet un suivi et un contrôle qualité des phases de montage afin d'intégrer une meilleure gestion des risques financiers et des choix partenariaux. En la matière, le Geres mène depuis plusieurs mois, en collaboration avec les ONG membres du Groupe Initiatives (GI), un travail de réflexion global qui a conduit à une publication et des outils d'analyse du risque. L'instabilité politique, les contextes sécuritaires dégradés, la disponibilité des financements sont autant d'éléments qui influencent le pilotage d'un projet. Savoir les anticiper et réussir à les gérer en mettant en place des actions préventives sont deux facteurs essentiels garants de réussite.

Dans le cadre de son mandat, le Geres s'est fixé comme objectif de venir en aide aux populations les plus vulnérables. Dans les faits, comment cela se traduit-il ?

Dans les différentes zones où nous intervenons, certaines populations sont particulièrement vulnérables ou ont moins facilement accès à diverses opportunités du fait de leur sexe ou de leur âge. Ces problématiques apparaissent dès le stade d'identification du projet. L'enjeu est donc de mieux comprendre ces inégalités pour ne pas les aggraver et tenter de les réduire. Ainsi,

nous nous efforçons de mieux appréhender les besoins des femmes afin que nos actions puissent contribuer à améliorer leurs conditions de vie et leur permettre d'acquérir plus d'autonomie. Par exemple depuis 2015 au Mali, le Geres accompagne des groupements féminins à la fabrication de foyers de cuisson en banco, une technologie simple permettant aux femmes de cuisiner dans de meilleures conditions, tout en réduisant la collecte du bois. Les premiers résultats sont très encourageants avec plus de 6 000 foyers diffusés en 2018 dans la Région de Ségou. Ce type de projet renforce le leadership des femmes par le fait qu'elles développent de nouvelles compétences techniques et génèrent des revenus. Dans le même objectif d'inclusion, le Geres a piloté au Myanmar la mise en œuvre d'un modèle d'accès à l'énergie (*Energy Delivery Model*) développé par l'IIED (*International Institute for Environment and Development*) et CAFOD. L'objectif était de réaliser un diagnostic participatif des besoins en matière d'accès à l'énergie des populations d'un territoire et mener une réflexion collective pour trouver des solutions adaptées, définir les interventions à mettre en place et identifier les acteur·rice·s à mobiliser.

Privilégier la qualité est un défi qui amène les équipes du Geres à se questionner sur leur manière de mettre en œuvre les actions et nécessite de prendre du recul. Comment encourager et repérer les bonnes pratiques ?

Repérer les bonnes pratiques et encourager l'innovation dans les méthodes sont des enjeux majeurs d'amélioration de la qualité de nos interventions. C'est dans cette perspective que le Geres participera, aux côtés d'une quinzaine d'ONG, au prochain programme Prisme (2019-2021) initié par le F3E. Objectif : capitaliser sur quinze expérimentations communes en matière de planification et de suivi-évaluation orientés

autour du changement à travers dix pays. Au Maroc, le Prisme permettra au Geres de mobiliser l'ensemble des parties prenantes concernées par le projet et de les encourager à partager une vision et une stratégie commune pour la transition énergétique de leur territoire. Raisonner en termes de "changements successifs" est une manière de voir les choses qui parle de plus en plus à nos équipes. Elles voient bien l'intérêt et l'approche complémentaire par rapport à celle du cadre logique.

Dans le milieu de la solidarité internationale, on s'intéresse de plus en plus à l'impact social. Qu'est-ce que cela signifie pour le Geres ?

Mettre en place des solutions comme le pompage solaire pour l'irrigation au Mali ou accompagner des ménages en situation de précarité énergétique en PACA illustrent des progrès technologiques qui contribuent aussi, à long terme, à des impacts sociaux. Ainsi, une femme rencontrée à Koury sur l'un des périmètres irrigués me disait que sans l'eau disponible grâce au pompage solaire, sa voisine, âgée, aurait dû abandonner sa parcelle faute de force suffisante pour continuer. Au-delà du transfert de technologie, nous voyons bien qu'il est donc primordial pour nous de comprendre les changements engendrés par nos actions et comment les accroître. Cette question est au cœur de notre mandat d'ONG engagée dans la Solidarité climatique. En parallèle, nous avons également initié un dialogue avec nos fondations mécènes, sensibles à l'aspect social des projets qu'elles financent. L'objectif est de comparer les perceptions et les manières d'évaluer cet impact social et comprendre quelles sont les attentes de nos financeurs sur nos projets et sur des sujets précis comme par exemple la précarité énergétique.



L'IMPACT SOCIAL DANS LES PROJETS



15 partenaires mécènes, ONG et experts se sont prêtés à l'exercice

de l'entretien : des fondations de cause, d'entreprise, des directions du Développement Durable, des consultant·e·s basé·e·s en France et en Suisse. De ces échanges, nous retenons 3 principes déterminants : des parcours différents propres à chacune de ces équipes et de ces personnes que l'on retrouve dans les dynamiques impulsées et les indicateurs de référence ; une redevabilité forte envers les citoyen·ne·s de plus en plus vigilant·e·s (populations bénéficiaires et donateur·rice·s) ; et enfin une volonté grandissante de construire ensemble avec les porteurs et porteuses de projets pour gagner en transparence et aller vers encore plus de Solidarité climatique.

La société civile se mobilise pour la Solidarité climatique

Depuis 2008, le Geres défend cette cause essentielle qui mobilise désormais nos sociétés : nous sommes toutes et tous dépendants les uns des autres face au défi du climat. Il nous faut donc agir pour réduire notre empreinte carbone et aider celles et ceux qui sont les plus vulnérables face aux changements climatiques.

200
DONATEURS
PARTICULIERS
SOUTIENNENT LES
ACTIONS DU GERES

A travers plus de 450 projets menés en 40 ans d'existence, le Geres s'est toujours donné pour mission de promouvoir des modèles de développement sobres en carbone et respectueux de l'environnement. Notre association est également aux côtés des autorités locales qui réfléchissent aux mesures à mettre en place pour préparer l'adaptation aux changements climatiques, ceux-ci étant déjà perceptibles dans de nombreuses régions du monde.

Un mouvement pour accélérer la transition énergétique

Aujourd'hui, nous souhaitons mobiliser plus largement encore en ralliant à la cause de la Solidarité climatique tous les acteurs et actrices de la société, car tout le monde a un rôle à jouer dans l'accélération de la transition énergétique : les citoyen-ne-s, les associations, les collectivités et, plus encore, le secteur privé et les gouvernements.

En 2015, à l'occasion de la COP21, 8 entreprises, 37 associations francophones et plus de 3 000 citoyen-ne-s avaient signé notre appel pour la Solidarité climatique. En 2018, nous avons décidé de mettre à la disposition de celles et ceux qui ont rejoint ce mouvement un outil de mobilisation digitale qui permet de découvrir des éco-gestes pour réduire son empreinte carbone au quotidien. 53 gestes ont été publiés sur la plateforme, 6 500 citoyen-ne-s se sont engagé-e-s et plus de 28 000 engagements ont été pris. Une belle mobilisation qui a été rendue possible grâce au soutien de l'Agence Française de Développement et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

En 2019, le Geres ambitionne de continuer à faire grandir ce mouvement, en France mais aussi dans nos autres pays d'intervention, en portant un message à la fois d'urgence et d'espoir : en agissant pour le climat à notre échelle, nous avons un impact positif pour l'humanité toute entière. Et plus nous serons nombreux et nombreuses à afficher notre engagement et à changer nos habitudes de consommation, plus nous serons en capacité de faire bouger les lignes des gouvernements et des entreprises.

Des citoyen-ne-s engagé-e-s auprès des populations vulnérables

"Notre association ouvre ses portes aux citoyens et citoyennes qui veulent aller plus loin en soutenant nos actions de terrain en faveur de la transition énergétique. Devenir membre du Geres et prendre part à sa vie associative, c'est possible. Des niveaux de cotisation adaptés aux moyens de chacun sont proposés afin que tout le monde puisse faire le choix de nous rejoindre et de porter la cause de la Solidarité climatique à nos côtés", confie Mathieu Grapeloup, en charge des dons et des adhésions.

"Les particuliers sont aussi de plus en plus nombreux à soutenir nos actions en faveur des plus vulnérables. En 2009, moins de 20 citoyen-ne-s étaient donateur-riche-s auprès du Geres. En 2018, ils et elles étaient près de 200 ! Ce soutien grandissant est une aide précieuse et une grande source de motivation pour nos équipes au quotidien."



MARJOLAINE BERT
Membre active
du Geres

“ Être engagée pour une transition écologique et solidaire, c'est agir urgemment face aux enjeux énergétiques et climatiques. Avec le Geres, je sais que je soutiens, en tant que citoyenne, des actions qualitatives menées par des professionnel-le-s. J'agis à mon niveau mais, à travers cette adhésion, je participe aussi au déploiement de solutions adaptées et innovantes partout où elles sont nécessaires.



FABIENNE MORGAUT
Directrice RSE et Fondation
Maisons du Monde

“ En tant qu'acteur de la Solidarité climatique, Maisons du Monde s'engage aux côtés du Geres sur le chemin de la transition énergétique en incitant ses parties prenantes à réduire leur impact sur l'environnement. En 2018, 5 000 citoyens se sont mobilisés lors de notre première édition d'Aux Arbres !, un événement imaginé par notre Fondation qui favorise le passage à l'action citoyenne pour la protection des forêts, de la biodiversité et du climat.



53
GESTES PROPOSÉS
SUR LA PLATEFORME

6500
CITOYEN·NE·S
ENGAGÉ·E·S
POUR LE CLIMAT

102 400
ACTIONS
COMPTABILISÉES

28 000
ENGAGEMENTS PRIS



Nos partenaires financiers

Le Geres tient à saluer l'engagement, la fidélité et la confiance de ses 75 partenaires financiers sans qui ses actions et celles de ses partenaires techniques ne pourraient être menées.

ASSOCIATIONS ET COLLECTIFS

- Care
- Caritas République Tchèque
- CFSI - Comité Français pour la Solidarité Internationale
- Eau Vive
- Help'M
- Initiative Développement
- Nexus for Development
- PEFC - Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières
- WISIONS
- WWF - World Wildlife Fund

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Aix-Marseille-Provence Métropole
- Département des Bouches-du-Rhône
- Mairie de Paris
- Province de l'Arkhangai
- Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

ENTREPRISES ET BUREAUX D'ÉTUDES

- Air France KLM - Flying Blue
- Bleu-Blanc-Cœur
- Bouygues Bâtiment Sud-Est
- Club Génération Responsable
- Cowater Sogema
- Ducray
- ECODIS
- EkWateur
- GFA Consulting Group
- H&M - Hennes & Moritz
- IED - Innovation Energie Développement
- KGC - Khmer Green Charcoal
- Maisons du Monde
- Nexity
- Nature et Découvertes
- PatteBlanche
- Reforestaction
- Suez Consulting

ÉTATS ET GOUVERNEMENTS

- Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Cambodge
- Ministère de l'Energie, des Services et du Climat du Danemark
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable du Mali
- Ministère de l'Environnement du Cambodge
- Ministère de l'Environnement du Maroc
- Ministère des Affaires étrangères du Danemark
- Ministère français de la Transition écologique et solidaire

FONDACTIONS ET FONDS DE DOTATION

- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Humus
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- Fondation d'entreprise Louis Dreyfus
- Fondation Maisons du Monde
- Fondation Nexans
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- Fondation Rexel
- Fondation Schneider Electric
- Fonds de dotation Itancia
- Fonds de dotation Synergie Solaire

ORGANISMES DE RECHERCHE ET DE COOPÉRATION

- AFD - Agence Française de Développement
- ASDI - Agence suédoise de coopération internationale au développement
- COI - Commission de l'Océan Indien (ONU)
- Coopération Mali-Luxembourg
- Direction Coopération Internationale de la Principauté de Monaco
- Expertise France
- Banque Mondiale
- FEM - Fonds pour l'Environnement Mondial
- FFEM - Fonds Français pour l'Environnement Mondial
- Institut de Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie
- OFID - Fonds de l'OPEP pour le Développement International
- ONUDI - Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
- PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement
- PNUE - Programme des Nations Unies pour l'Environnement
- Union Européenne
- Université Royale d'Agriculture du Cambodge

ORGANISMES PUBLICS FRANÇAIS

- 13 Habitat
- ADEME - Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
- ADEME PACA - Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
- DRAAF PACA - Direction Régionale Agriculture Alimentation Forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Famille et Provence
- FNAB - Fédération Nationale d'Agriculture Biologique
- MRU - Marseille Rénovation Urbaine
- SOLEAM - Société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise

“ Nous tenons également à remercier nos donateurs particuliers et nos adhérents pour leur soutien en 2018. Leur engagement est précieux et source de motivation pour continuer à construire ensemble un monde durable et solidaire.

Nos réseaux partenaires

Notre engagement dans plus de 20 réseaux associatifs contribue au partage d'expériences. Il traduit aussi notre volonté de donner plus d'efficacité à notre action en recherchant des synergies.



Groupe Initiatives

Le Groupe Initiatives est un collectif de 12 associations de coopération internationale et d'appui au développement réunies pour unir leurs expériences et leurs savoir-faire afin de réfléchir, agir et proposer. En 2018, un travail de prospective sur les évolutions possibles du collectif a été mené. Cette réflexion s'est terminée en décembre avec un séminaire stratégique qui a permis d'identifier les grandes orientations du groupe.



Coordination SUD

Coordination SUD assure la coordination des ONG françaises de solidarité internationale. Elle rassemble plus de 130 associations qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains et de plaidoyer. Depuis 2013, le Geres est chef de file de la commission Climat et développement, un espace de travail regroupant une trentaine d'organisations membres dont l'objectif est de renforcer les actions nationales et internationales de la société civile engagée dans la lutte contre les changements climatiques.



F3E

Le F3E est un réseau associatif entièrement dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action en matière de coopération décentralisée et de solidarité internationale. Composé d'une centaine d'ONG et de collectivités territoriales, il rassemble des acteurs majeurs du secteur du développement et de la coopération internationale disposés à partager leurs pratiques pour renforcer leurs capacités et mieux rendre compte de l'efficacité de leurs actions.



CLER - Réseau pour la transition énergétique

Le CLER est une association regroupant 300 professionnels de l'énergie répartis sur tout le territoire français. Sa mission consiste à animer un réseau d'acteurs de terrain, informer sur l'actualité des énergies renouvelables, accompagner les projets de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et soutenir les créations d'emplois dans ces secteurs.



ACCESS

ACCESS est une coalition d'organisations internationales dont l'objectif est de renforcer la visibilité des ONG engagées dans l'accès universel à l'énergie. ACCESS milite pour que les personnes vivant dans la pauvreté puissent accéder à une énergie sûre, fiable, accessible et durable. Le Geres participe aux efforts de plaidoyer de cette coalition.



Territoires Solidaires

Installé à Marseille, le réseau Territoires Solidaires a pour objectif le développement et l'amélioration des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par les acteurs publics et privés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il met à disposition des outils méthodologiques et des formations, promeut les consortiums et soutient l'élaboration de programmes concertés.

LES AUTRES RÉSEAUX DONT LE GERES EST MEMBRE

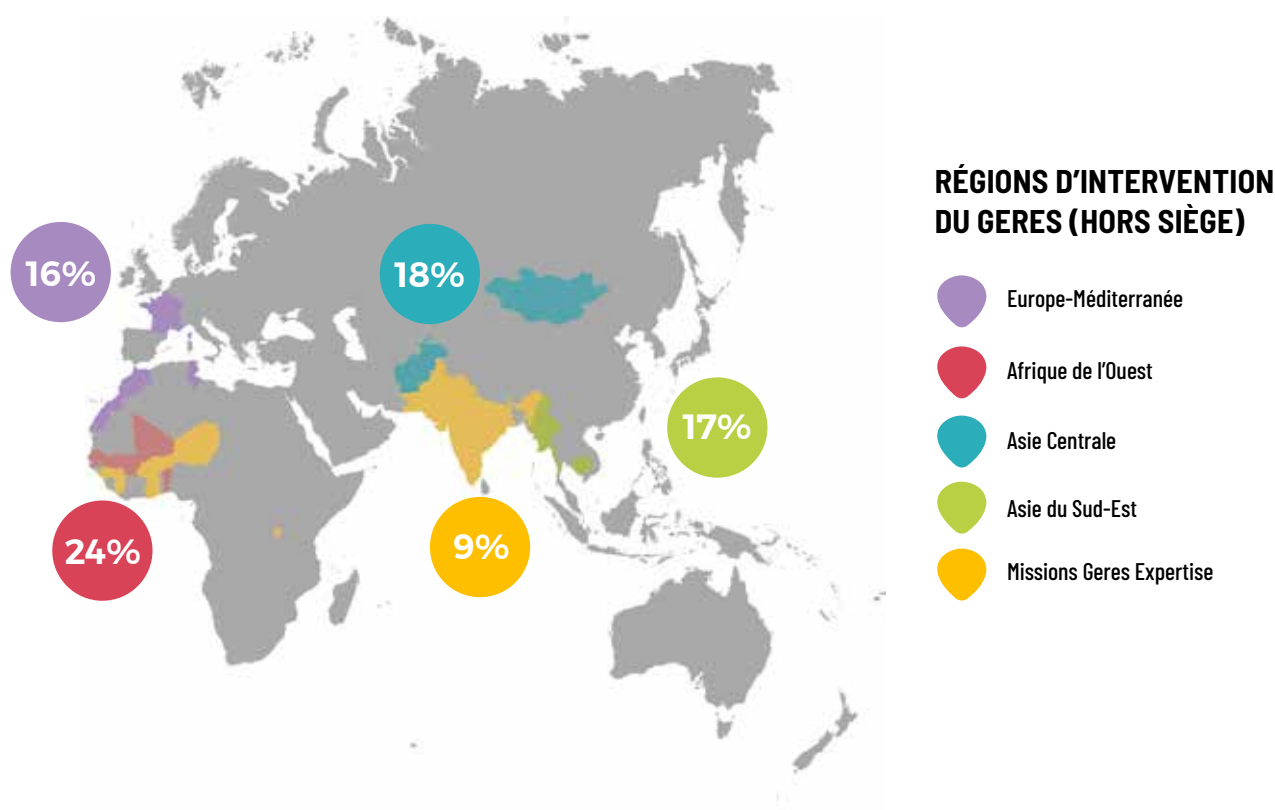
- **ARE** - Alliance pour l'Électrification Rurale
- **ATEE** - Association Technique Énergie Environnement
- **Comité 21** - Comité français pour l'environnement et le développement durable
- **CTCN** - Centre et réseau de technologie climatique
- **Energy Practitioner Network**
- **Envirobat Méditerranée**
- **GACC** - Alliance mondiale pour les foyers de cuissons améliorés
- **Global Compact**
- **Graine PACA**
- **Inforse**
- **IRAEE** - Inter-Réseau Agriculture, Énergie et Environnement
- **Nexus** - Carbon for development
- **RAPPEL** - Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement
- **Réseau Cicle**
- **Réseau Compost Citoyen**
- **Traducteurs sans Frontières**

Rapport financier

Le budget atteint 7,8 M€. Il est en augmentation par rapport à celui de 2017 (+517 K€, +7%).

Cette évolution est portée par l'Afrique de l'Ouest dont l'activité a continué à augmenter en 2018.

Elle devient ainsi la première région pour le Geres avec près du quart total des emplois hors excédent et provisions (24%). Les trois autres régions ont des poids relatifs quasi-identiques à 18% pour l'Asie Centrale, 17% pour l'Asie du Sud-Est et 16% pour la région Europe-Méditerranée. L'unité transversale d'Expertise reste stable en volume d'activité mais voit son poids relatif diminuer à 9% des emplois en raison de l'augmentation globale du budget.



Un résultat excédentaire

Le Geres est excédentaire pour son exercice comptable 2018, avec un résultat qui s'élève à 137 K€. Cet excédent, contrairement aux 3 années précédentes, ne s'explique pas principalement par des ventes de reliquat de crédits carbone, mais par les activités opérationnelles du Geres. Ainsi les produits de vente de crédits carbone ont généré un excédent de 30 K€ et les activités opérationnelles un résultat de 107 K€, contre 5 K€ en 2017. Nous avons donc pu parvenir à une meilleure couverture des dépenses de l'association à travers les différents projets mis en œuvre et par une meilleure valorisation de notre expertise.

BUDGET 2018

7,8 M €



Le label IDEAS atteste de la qualité de nos pratiques en matière de gouvernance, gestion financière et suivi de l'efficacité de notre action. Il est attribué par un comité indépendant.

Transparence financière

Les frais de fonctionnement et de recherche de fonds représentent 14,9% du budget total, en légère augmentation en valeur absolue (+ 53 K€). Ils sont en baisse en valeur relative puisqu'ils représentaient 15,2% des emplois en 2017. Les comptes du Geres ont été arrêtés lors du Conseil d'Administration du 3 juin 2019 et sont certifiés par le commissaire aux comptes Llinas Audit.

En 2018, le Geres a démarré le processus de renouvellement du label IDEAS obtenu en 2014. Au terme d'une analyse se fondant sur 120 indicateurs conduite par IDEAS et un cabinet extérieur, le Label a été renouvelé pour 4 années lors de la réunion du comité label du 19 juin 2019. L'amélioration de nos processus, de nos outils et de notre capacité à constituer des fonds propres au cours des 4 dernières années a été appréciée.

Perspectives pour 2019

Le Geres va poursuivre sa stratégie de renforcement de ses fonds propres mais se donne aussi les moyens d'investir dans son développement en liaison avec son plan stratégique 2019-2022. Les comptes de 2018 prennent ainsi en compte une provision pour charges pour couvrir une partie des coûts des chantiers démarrés en 2018 et qui devraient se finaliser en 2019.

Parmi les perspectives pour compléter notre modèle économique, nous avons l'objectif de mobiliser des fonds non dédiés portés par des actions de mobilisation pour la Solidarité climatique. Nous souhaitons aussi rechercher le passage à l'échelle d'actions réussies en amenant le secteur privé à co-investir : fonds à impact social et investisseurs privés notamment.

LE BILAN

ACTIF	2018	2017	ÉCART 2018-2017
ACTIF NET IMMOBILISÉ EN €	320 667	179 294	79%
En-cours de production de services	50 531	71 493	-29%
Stock de produits finis	1 841	26 098	-93%
Créances d'exploitation	16 026 717	9 558 269	68%
Produits à recevoir	271 326	278 199	-2%
Charges constatées d'avance	19 319	17 632	10%
Disponibilités	2 727 144	1 525 768	79%
ACTIF NET CIRCULANT EN €	19 096 880	11 477 459	66%
TOTAL ACTIF NET EN €	19 417 547	11 656 753	67%

PASSIF	2018	2017	ÉCART 2018-2017
Fonds social	942 856	823 602	14%
Resultat de l'exercice	137 462	119 254	15%
FONDS ASSOCIATIFS EN €	1 080 318	942 856	15%
Provisions pour fin de carrière	36 702	63 120	-42%
Provisions pour risques et charges	445 048	283 864	57%
Fonds dédiés	359 863	346 557	4%
PROVISIONS EN €	841 612	693 541	21%
Dettes auprès des établissements de crédits	171 649	257 340	-33%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	475 756	177 815	168%
Dettes fiscales et sociales	353 977	347 248	2%
Produits constatés d'avance	16 494 235	9 237 953	79%
DETTES EN €	17 495 617	10 020 357	75%
TOTAL PASSIF EN €	19 417 547	11 656 753	67%

Le total du bilan est en nette augmentation (+67%) passant de 11,7 M€ à 19,4 M€. Cela est principalement dû à l'augmentation des créances d'exploitation à l'actif et aux produits constatés d'avance au passif qui s'élèvent respectivement à 16 M€ et 16,5 M€. Ces deux montants correspondent pour le premier à des conventions de financement signées non encore perçues et pour le second à des ressources non encore utilisées. Les produits constatés d'avance ne s'élevaient qu'à 9,2 M€ en 2017.

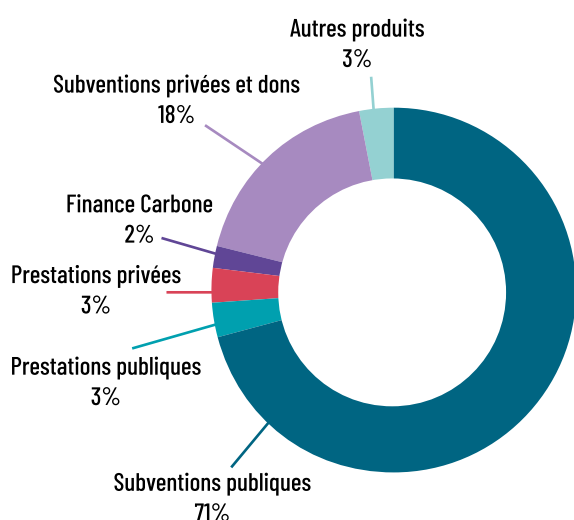
Cette augmentation traduit "la réserve" d'activités pour les prochaines années 2019 et 2020 essentiellement. Par ailleurs, le fait que les produits constatés d'avance soient supérieurs aux créances permet au Geres d'engager des dépenses tout en recevant les avances de trésorerie nécessaires de la part des bailleurs de fonds et donc d'améliorer sa trésorerie. Celle-ci est en augmentation significative passant de 1,5 M€ à 2,7 M€ (+79%).

Les échéances annuelles des emprunts contractés en 2015 ont été remboursées à hauteur de 86 K€. Les dettes auprès des établissements de crédit ont donc continué à diminuer pour représenter 172 K€. Elles seront remboursées en 2019 et en 2020. Grâce à l'excédent dégagé en 2018, les fonds propres continuent à augmenter. Ils dépassent 1 M€ pour atteindre 1 080 318 €. Ils représentent 14% du budget de l'année 2018, soit 1,6 mois d'activités. La situation financière du Geres a donc continué à s'assainir en 2018. A noter que l'augmentation de l'actif immobilisé (+141 K€, +79%) est liée à l'acquisition de parts sociales du Crédit Coopératif à hauteur de 150 K€.

LES RESSOURCES

RESSOURCES	2018	%	2017	%	ÉCART 2018-2017	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2018
1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	136 758	1,8 %	88 546	1,2%	54%	136 758
- Dons manuels non affectés	-		-		-	
- Don manuels affectés	136 758		88 546		54%	136 758
2- SUBVENTIONS	6 782 916	86,0%	6 186 785	84,8%	10%	
- Publiques	5 485 829		4 518 923		21%	
- Privées	1 297 087		1 667 863		-22%	
3- PRODUCTIONS VENDUES	637 741	8,2%	704 299	9,7%	-9%	
- Crédits carbone	117 502		253 006		-54%	
- Prestations de service	520 239		451 293		15%	
4- AUTRES PRODUITS	253 087	3,2%	313 613	4,3%	-19%	
- Report des ressources non réalisées des exercices antérieurs	15 516		73 706		-79%	
- Stock de produits finis	- 20 962		-			
- Reprise des provisions	58 522		93 254		-37%	
- Autres produits d'activité	200 011		146 654		36%	
INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-					
TOTAL RESSOURCES EN €	7 810 501	100%	7 293 243	100%	7%	
Total des ressources collectées auprès du public						136 758
TOTAL RESSOURCES EFFECTIVES EN €	7 757 425	99%	7 126 284	98%	9%	

ORIGINE DES RESSOURCES EFFECTIVES D'ACTIVITÉ EN 2018



Fonds publics : **74%**

Fonds privés : **26%**

Les ressources effectives d'activité s'élèvent à 7,8 M€ en 2018, en augmentation de 631 K€ (+9%) par rapport à 2017.

Les subventions représentent 87% des ressources effectives d'activité, comme en 2018 mais avec un poids plus important des subventions publiques qui représentent 71% des ressources effectives contre 63% en 2017. Cette augmentation de la part des subventions publiques et la baisse de celle des subventions privées s'explique principalement par les deux projets au Mali financés chacun à 100% par les coopérations luxembourgeoise et suédoise.

Les ventes de crédits carbone ne représentent plus que 2% du total des ressources effectives d'activité en 2018 et ne sont plus significatives.

Le chiffre d'affaires généré par les prestations de service est en augmentation (+69 K€, +15%). Il est réalisé à 90% par les régions Asie du Sud-Est, Europe-Méditerranée et l'unité Expertise. L'augmentation est importante en Asie du Sud-Est. Le Geres a réalisé notamment au Cambodge une étude pour le Ministère des Mines et de l'Energie, avec un financement de l'AFD.

Les dons manuels issus de la générosité du public restent faibles au regard du total des ressources mais ils sont en nette augmentation : +54% (48 K€), dans un contexte français pourtant moins porteur en 2018.

Les autres produits (253 K€) sont en baisse (-19%).

Les autres produits d'activité représentent 200 K€ et sont constitués notamment de l'apport d'un partenaire sur un projet au Maroc (90 K€), de remboursements de frais de formation (58 K€) et de produits financiers (9 K€).

LES EMPLOIS

EMPLOIS	2018	%	2017	%	ÉCART 2018-2017	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2018
1-MISSIONS SOCIALES	6 283 268	80,4 %	5 974 598	81,9 %	5 %	63 863
France et Europe	814 265		645 351		26 %	51 564
Pays en développement	5 469 003		5 329 247		3 %	12 298
- Maroc	385 614		440 064		-12 %	6 082
- Afrique de l'Ouest	1 829 680		1 072 868		71 %	391
- Asie Centrale	1 343 119		1 892 302		-29 %	275
- Asie du Sud-Est	1 272 025		1 286 872		-1 %	5 550
- Expertise	638 565		637 141		0 %	-
2- FRAIS DE RECHERCHES DE FONDS	121 446	1,6 %	169 451	2,3 %	-28 %	72 895
Frais d'appel à la générosité du public	12 808		8 237		55 %	12 808
Frais de recherches des autres fonds privés	108 638		161 214		-33 %	60 087
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 041 837	13,3 %	940 580	12,9 %	11 %	-
4-DOTATIONS AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS*	226 487	2,9 %	89 360	1,2 %	153 %	-
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	137 462	1,8 %	119 254	1,7 %		
TOTAL EMPLOI EN €	7 810 501	100 %	7 293 244	100 %	7 %	

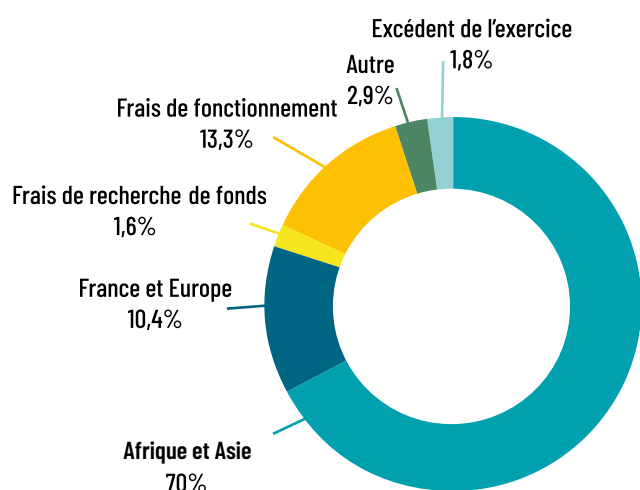
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public

136 758

* Les dotations aux amortissements, provisions et fonds dédiés étaient présentées dans les frais de fonctionnement les années précédentes. Elles ont été isolées sur une ligne spécifique en cohérence avec le Compte d'Emploi annuel des Ressources annexés aux comptes du GERES. Les chiffres de 2017 ont été mis en cohérence également

TOTAL EMPLOIS EFFECTIFS EN €	7 422 295	95 %	6 930 707	95 %	7 %	
-------------------------------------	------------------	-------------	------------------	-------------	------------	--

RÉPARTITION DES EMPLOIS EN 2018



Les emplois effectifs augmentent de 7% et s'élèvent à 7.422 K€.

Les activités en **Afrique de l'Ouest** ont permis cette augmentation à la faveur de deux nouveaux projets financés, l'un par la Coopération Luxembourgeoise et l'autre par la Coopération Suédoise. Ce dernier a démarré fin 2018. Il permettra à cette région de poursuivre le développement de son activité, en 2019, en se fondant sur les "Zones d'Activités Électrifiées" (ZAE) développées au Mali grâce à un financement de l'AFD. L'AFD et le FFEM restent des partenaires importants pour cette région qui a vu son activité augmenter de 71%. En 2018, elle se positionne comme étant la première région du Geres (1830 K€).

L'Asie centrale, en baisse de 12% passe en deuxième position avec un équilibre entre l'Afghanistan et la Mongolie. Deux projets «SWITCH» financés majoritairement par l'Union Européenne et portant sur le développement de solutions énergétiques innovantes adaptées pour l'habitat à Kaboul et à Oulan Bator y sont mis en œuvre.

L'Asie du Sud-Est reste quant à elle stable (-1%) avec deux projets emblématiques. Celui du Myanmar financé par l'UE qui s'est achevé en juillet 2018 et celui du Cambodge, financé par l'AFD, qui porte le développement d'une filière charbon durable. En 2018, grâce au soutien de l'AFD, une nouvelle action visant à développer un réseau de distribution au dernier kilomètre d'équipements pour un meilleur accès à l'énergie a démarré au Myanmar.

La région Europe-Méditerranée, bien qu'en légère augmentation, ne représente plus que 16% des activités. Au Maroc, les projets "Hammams Durables" et SUDEP qui se sont achevés ont laissé la place au démarrage de la deuxième tranche d'un projet financé par l'AFD et portant sur l'appui au développement des petites boulangeries via l'amélioration de la performance énergétique des fours à pain utilisés. En France et notamment en région Sud, le développement de l'activité est porté par des projets financés par l'ADEME et le Conseil Régional.

Grâce aux conventions programmes signées avec l'AFD, ECODEV et CE-MAATERR, **l'unité Expertise** est restée stable.

Missions sociales : **80,4%**

Siège : **14,9%**

Excédent et autre : **4,7%**



www.geres.eu



2 cours Foch - 13400 Aubagne - France

Tél : +33 4 42 18 55 88

contact@geres.eu

Crédit photo de couverture : Nicolas Det
Autres crédits photo : Mickael Berteloot, Julie Delzescoux,
Nicolas Det, Fototala King Massassy
Conception, rédaction : Emilie Domergue et Mathieu Grapeloup
Conception graphique : Zindine Aksa
Mise en page graphique : Arthur Bonniel

